

RÉSUMÉ

N° 8319

SUR LES FORDISMES PÉRIPHÉRIQUES DE L'EUROPE DU SUD

par

Alain LIPIETZ

Jusqu'aux années 60, "l'ancienne division internationale du travail" opposait schématiquement un Nord manufacturier et un Sud exportant des matières premières. Depuis, à la fois sur l'initiative des Etats locaux et sous la pression du capital international, de nouveaux modes d'industrialisation ont émergé au Sud. On peut distinguer parmi d'autres la "taylorisation sanguinaire" (simple délocalisation de segments productifs intensifs en travail dans les pays de dictature) et le "fordisme périphérique" (combinant la substitution d'importations, le développement du marché intérieur et l'exportation de biens banaux).

Dans les années 70, trois dictatures de l'Europe du Sud se sont écroulées. Cette crise peut être rapprochée du succès de formes précoces de fordisme périphérique. Cependant, avant comme après la démocratisation, des différences importantes dans le régime d'accumulation opposent une Grèce plus proche de "l'ancienne division du travail", un Portugal plus proche de la "taylorisation sanguinaire", et une Espagne qui représente un fordisme périphérique parvenu à maturité.

ENGLISH ABSTRACT

NEXT PAGE

MOTS CLES

ECONOMIE INTERNATIONALE - DEVELOPPEMENT INEGAL - EUROPE DU SUD.

*Intervention au Colloque
de NAXOS (31/08 au 12/09/1983)
European integration :
Urban and Regional Problems*

ABSTRACT

PERIPHERAL FORDISM IN SOUTHERN EUROPE

Up to the sixties, the "old division of labour" opposed roughly manufacturing North and raw-material-producing South. After the sixties, both from local initiatives and under the pressures of international capitalism, new patterns of industrialization developed. It is possible to draw a distinction between "bloody taylorization" (a simple delocalisation of labour-intensive plants in dictatorial countries) and "peripheral fordism" (a more complicated mix of the former "import substitution policy", of the new "export substitution policy", and of a genuine development of inner market, along the "fordist" growth model). Other policies exist but the mentioned two types are the more striking feature of the so-called "Newly Industrializing Countries".

In the seventies, the three dictatures of southern Europe went in crisis. This crisis can be connected with the succes of early forms of peripheral fordism. Yet the differences in the pattern of accumulation (before and after the democratic break-out) are important. Greece was closer to the "old" division of labour, Portugal to "bloody taylorization" and Spain to "peripheral fordism" strictly speaking.

MOTS CLES

ECONOMIE INTERNATIONALE - DEVELOPPEMENT INEGAL - EUROPE DU SUD.

SUR LES FORDISMES PERIPHERIQUES DE L'EUROPE DU SUD

Dans le milieu des années 70, trois dictatures de l'Europe Méditerranéenne s'effondrèrent. Au Portugal, en Grèce, en Espagne, le processus fut plus ou moins brutal ou progressif, la pression de la classe ouvrière y fut plus ou moins vive, les contingences externes eurent une plus ou moins grande importance, mais, à l'échelle de la décennie, la transition aboutit dans les trois cas à une forme de sociale-démocratie modérée et modernisatrice, flanquée à gauche d'un parti communiste à base traditionnelle et à l'étiage de 10 %, à droite par un conglomerat de notables traditionnels et de technocrates modernistes. A l'évidence, par delà toutes les spécificités, des tendances communes étaient à l'oeuvre dans ces trois pays. Des forces sociales (et pas seulement des forces populaires) développées sous et par les dictatures elles-mêmes avaient ruiné les bases de celles-ci.

Ce phénomène de "crise des dictatures", Nicos POULANTZAS [1975] l'identifia alors comme le résultat du développement d'une "bourgeoisie intérieure", concept par lequel il entendait rompre avec la traditionnelle distinction "bourgeoisie nationale/bourgeoisie compradore". Cette distinction classique ne prenait sens que par rapport à une certaine image de la division internationale du travail et de l'accumulation capitaliste, image selon laquelle l'impérialisme des pays dominants aurait empêché le développement industriel "normal" (dirigé par une bourgeoisie nationale) des pays dominés, et aurait imposé, par le biais d'un groupe "compradore" de féodaux, de bureaucrates et de commerçants d'import-export, le maintien de ces pays dans une fonction exportatrice de biens primaires. Rompant avec une conception instrumentale de l'Etat et plus précisément de la dictature (conçue comme simple instrument du groupe compradore), Poulantzas suggérait que l'autonomie relative de l'Etat, et par rapport aux classes dominantes locales, et par rapport à l'impérialisme extérieur, avait pu permettre dans ces cas spécifiques le développement d'une nouvelle bourgeoisie industrielle (et de la nouvelle petite bourgeoisie, et de la classe ouvrière correspondantes...), bourgeoisie

industrielle autochtone quoiqu'insérée de manière originale dans une nouvelle division internationale du travail qui ne se résumait plus à l'opposition "primaire/manufacturier". Le nouveau bloc social ainsi produit, quoique né des conditions de la dictature, devait nécessairement aspirer aux libertés démocratiques et syndicales des pays les plus industrialisés (1).

Dans la présente intervention, nous ne reviendrons pas sur l'analyse socio-politique du phénomène, mais nous chercherons à préciser sa base économique, en rapprochant les intuitions de N. Poulantzas de récents travaux sur les formes d'industrialisation de l'Après-Guerre dans les pays "centraux" et dans les "Nouveaux Pays Industrialisés"... auxquels on rattache souvent, précisément, les cas de Portugal, de l'Espagne et de la Grèce.

Les travaux dont il s'agit, et qui ont conduit aux concepts de "fordisme" et de "fordisme périphérique", ont été particulièrement poussés dans deux autres pays européens, à cheval sur l'Europe du Sud et la "Mittle-Europa" : l'Italie et la France. Ce n'est certes pas un hasard. Pour des raisons diverses, ces cinq pays de très vieilles civilisation marchande et de très ancien rayonnement mondial, qui tous faillirent être des centres d'économie-monde, ou le furent partiellement mais jamais en tant qu'Etat-Nation (2), se retrouvèrent à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale avec une structure industrielle et social archaïque au regard du modèle américain, que Gramsci en Italie, Henri de Man en français, avaient dès l'Avant-Guerre étiqueté "fordiste". Mais, pour des raisons historiques, sociales, politiques, culturelles, économiques, géographiques, la France et l'Italie se jetèrent, dès la Libération et le Plan Marshall, dans un processus imitatif qui les fit accéder dans les années 50-60 au "cercle vertueux" du fordisme central, alors que les NPI ne s'engagèrent dans cette voie qu'au cours des années 60-70 (3). Il n'est donc pas étonnant que l'étude et la théorisation du modèle d'accumulation fordiste aient été particulièrement poussées dans ces pays, y compris dans ses dimensions spatiales, interrégionale ou internationale (4).

Inversement, l'étude récente des processus de "nouvelle industrialisation", qu'il s'agisse des pays d'Europe du Sud, de l'Est, d'Amérique Latine ou d'Asie, jette une lumière rétrospective sur la spécificité des miracles

./.

français, italiens, ou japonais d'ailleurs. Dans ces pays du "fordisme d'Après-Guerre" pas plus que dans les "NPI" des années 60-70, le cercle vertueux du fordisme autocentré ne fut jamais pleinement réalisé (et l'est de moins en moins), les débouchés extérieurs comme les sources extérieures de savoir technologique ont toujours joué un grand rôle, ainsi que les réserves de main d'oeuvre liées à la décomposition de blocs socio-économiques régionaux archaïques. Quand on raffine l'analyse au niveau régional précisément, la distinction entre "fordisme" et "fordisme périphérique" tracée au niveau national devient bien sûr encore moins pertinente : ainsi l'Italie présent-elle le spectre des situations, de la Sicile dominée, archaïque et "compradore", jusqu'à l'Emilie Romagne, atelier européen des Machines Outils à Commande Numérique.

En aucune manière ce qui suit ne doit-il donc être compris comme une nouvelle tentative de raffiner la classification des pays selon une échelle de type "impérialisme/sous-développement", et encore moins comme une tentative de coucher des réalités concrètes sur le lit de Procuste de schémas mis au point à d'autres sujets. Nous avons seulement le désir de montrer comment certains concepts ("ancienne" et "nouvelle" division internationale du travail, "taylorisation sanguinaire", "fordisme périphérique") peuvent éclairer certaines situations réelles en les rapprochant de situations types, en mettant en lumière ressemblances et contrastes (5).

Nous présenterons pour cela un résumé de nos tentatives de théorisation des transformations dans la division internationale du travail, puis, à l'aide de données statistiques macroéconomiques, nous évaluerons la pertinence de ces théorisations dans le cas des trois pays de la "crise des dictatures". Comme nous le verrons, d'importantes différences dans la régulation économique et le régime d'accumulation⁽⁶⁾ de ces trois pays apparaîtront immédiatement. Ces différences éclaireront peut-être la réflexion des spécialistes de science politique.

./.

I - DE L'ANCIENNE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL AU FORDISME PÉRIPHÉRIQUE :
UNE FRESQUE STYLISÉE.

Nous commencerons donc par un rapide rappel de notre "stylisation" des transformations dans la division internationale du travail, déjà présentée dans des interventions antérieures (LIPIETZ [1981], [1982A], [1983]).

1°) La naissance du capitalisme à partir des rapports marchands.

L'histoire du capitalisme doit être comprise, avant tout, non comme le déploiement d'une structure, mais comme la diffusion des rapports sociaux qui lui sont propres, à partir de son terreau de naissance : les rapports marchands développés dans les "marges" des rapports de production préexistants. Ce n'est que peu à peu que vont se constituer, par agglutination de grumeaux capitalistes flottant sur cette économie dite "naturelle" et soudés à elle par les rapports marchands, de véritables "centres" de production capitaliste.

A la sortie de ce que nous nommons "Moyen-Age", la production matérielle est, sur toute la planète, réalisée essentiellement de manière "non-marchande". Le commerce est pour l'essentiel un "commerce à longue distance" qui met en jeu une part infime de cette production, à destination des classes dominantes. Certains centres de ces réseaux marchands se lancent dans la transformation des métaux, épices, textiles ainsi échangés, et développent ainsi un salariat qui ne représente lui-même qu'une part infime de leur clientèle. Ces villes, "centres d'économie-mondes", flottent donc sur les marges d'empires tributaires, de royaumes féodaux, etc...

Dans ce développement de l'économie marchande internationale, l'Empire Byzantin, puis les villes italiennes (Amalfi, Venise, Gènes), puis (sous le contrôle de celles-ci) les royaumes ibériques, jouèrent un rôle pionnier, à partir de ce support idéal que constituait la Méditerranée (BRAUDEL [1949], [1980]). Mais la chute de Constantinople, la découverte de l'Amérique et de la route du Cap, puis l'incapacité de la Castille et du Portugal à maîtriser leur économie coloniale, devait transférer le "centre du monde" vers la Mer du Nord, d'abord Bruges, Anvers et Amsterdam.

./.

Tout le miracle économique de XVIIe - XVIIIe siècle réside dans le passage des "villes-centres" aux "économies nationales", avec pour point-clé le basculement d'Amsterdam sur Londres. Autour des centres marchands et des capitales, l'économie marchande et le salariat se sont suffisamment développés pour que la production d'un espace économique territorial se destine principalement à la consommation et à l'accumulation de ce même espace.

Ainsi, né du commerce mondial, le capitalisme crée son salariat puis son marché intérieur pour les produits manufacturés. C'est à la fin de cette période mercantiliste qu'apparaissent des échanges suffisamment structurés des firmes entre elles, et entre elles et le salariat, pour que l'on puisse commencer à parler sérieusement de "régimes d'accumulation".

2°) La périphérie comme thermostat, ou la "vieille" division internationale du travail.

Ces centres restent tout de même très largement tributaires de leur "extérieur" non capitaliste, géographiquement interne ou externe aux états-nations capitalistes. Car il n'existe a priori aucune certitude que le circuit des échanges entre capitalistes et salariés se boucle, surtout si les firmes prennent en ordre dispersé la décision d'accroître leur production : la fermeture de la reproduction capitaliste sur elle-même reste aléatoire, improbable. L'accumulation est alors principalement extensive (élargissement de la production sans transformation du procès de travail), coupée de vagues intensives (bouleversement des produits et du procès de travail par les "révolutions industrielles"). La régulation est concurrentielle : le salariat, ayant faiblement accès à la production capitaliste, se vend au jour le jour, les firmes ne peuvent guère contrôler le marché et s'ajustent à la demande par une concurrence sur le prix, la monnaie est fondée sur la marchandise-or, l'Etat intervient peu.

Dans ces conditions, le grand problème est la recherche de débouchés. Débouchés vers les campagnes et l'artisanat intérieur. Débouchés vers les centres moins développés (on a pu parler d'un "gradient technologique" rayonnant depuis l'Angleterre). Débouchés enfin, comme à l'époque mercantiliste, vers "l'extérieur géographique".

Les théories de l'impérialisme sont nées en référence à cette réalité historique : celle d'une accumulation à dominante extensive, avec régulation concurrentielle dans les premiers pays à avoir connu la révolution industrielle. En fait, déjà chez Adam Smith, le noyau de ces théories était dégagé. Fondamentalement : l'émergence de formes relativement complexes de coopération manufacturière permises par le salariat capitaliste assure d'emblée un avantage absolu, du point de vue de la productivité, sur tout autre mode de production. Mais l'accumulation extensive de capital dans les pays expérimentant ce mode de croissance ne s'accompagne pas, corrélativement, d'une extension parallèle de la demande sociale. Cette demande manquante, il faut la chercher "à l'extérieur", et on peut l'y imposer, justement à cause de l'avantage absolu.

A cette époque, "l'extérieur" est d'abord un débouché pour les produits qui ne trouvent pas preneur sur le marché du centre. Et, dès que la production marchande et le salariat s'y développent suffisamment, il devient directement un débouché pour les capitaux cherchant à s'investir. Car "l'extérieur" est aussi un réservoir où le capitalisme va puiser ce qu'il ne peut créer, mais seulement transformer (les matières premières) et contribuer à reproduire (la force de travail).

Sous ce régime de relation entre un "centre" et une "périphérie", le rôle de la périphérie est effectivement (et est conçu comme) celui d'un thermostat. La machine capitaliste de la reproduction élargie ne peut être fermée au centre. L'extérieur lui apporte une source chaude (des bras et des matières premières) et une source froide (les débouchés).

Il faut encore souligner que ce rapport centre-périphérie est d'abord un processus avant de se consolider en structure de rapports inégalitaires. Ou, plus exactement, si rapport structurel il y a, c'est un rapport entre deux types de processus. C'est-à-dire que ce qui caractérise le centre, c'est l'interconnexion croissante des procès de production dans un schéma de reproduction de plus en plus nettement défini, tandis que les unités de production capitaliste ne se développent dans la périphérie qu'au sein d'une cohérence qui reste extérieure à celle-ci : c'est "l'extraversion". Naturellement, à une certaine étape de ce processus, l'extraversion d'un Etat-nation est une donnée difficilement réversible et qui marque profondément l'ensemble de ses rapports sociaux.

Ainsi se développe une "première division internationale capitaliste du travail". Pour autant qu'elle prend la forme d'échanges marchands entre Etats indépendants, cette polarisation a cependant l'apparence d'une spécialisation-coopération fondée sur l'avantage réciproque. Image trompeuse que théorisa David Ricardo avec la thèse des "coûts comparatifs", dont il trouva une illustration dans les rapports entre l'Angleterre et... le Portugal. Nos deux autres pays auraient aussi bien fait l'affaire.

Certes, une étude précise de ces trois pays au long du XIXe siècle révélerait des différences très importantes. Cependant (et le cas de l'indépendance grecque est significatif) on observe en fin de compte une convergence vers un régime politique adapté à ce régime d'accumulation : la monarchie libre-échangiste garantie par le "concert des nations".

3°) Le passage au "fordisme".

De 1918 à 1945 les pays capitalistes développés inventent un nouveau mode d'organisation du travail, qui permet un nouveau régime d'accumulation, et appelle un nouveau mode de régulation, le tout étant désigné par le terme emblématique "fordisme".

Comme régime d'accumulation du capital, il est fondé sur le bouleversement continu du procès de travail, par incorporation du "savoir-faire ouvrier" dans le système automatique des machines. Ce régime d'accumulation intensive se caractérise par une hausse conjointe de la productivité apparente du travail et du volume de capital fixe par tête. La pré-condition de ce type d'accumulation est la systématisation, par les méthodes de "l'Organisation Scientifique du Travail," du geste de l'ancien ouvrier de métier, étape appelée "taylorisme".

Mais ces formidables gains de productivité (de l'ordre de 6-7 % l'an, contre 2 % au siècle précédent) ne font qu'aggraver le problème des débouchés, qui culmine avec la Grande Crise des années 30. La "trouvaille" de l'Après-Guerre fut d'adapter la demande populaire à la croissance de la production, en couplant salaire et productivité.

Cette adaptation a entraîné une énorme mutation du mode de vie des salariés, sa "normalisation" et son intégration à l'accumulation capitaliste elle-même (GRANOU, BARON, BILLAUDOT (1979)). Elle a pris la forme d'un réseau d'institutions concourant à la stabilisation de la croissance des revenus nominaux des salariés (conventions collectives, Etat Providence, etc...), mais aussi d'une monopolisation de la structure productive permettant aux grandes firmes des secteurs leaders d'"administrer" leurs prix de manière relativement indépendante des fluctuations de la demande. Tout cela supposait une modification du rôle de l'Etat et la généralisation de la monnaie de crédit. L'ensemble de ces formes de régulation constitue la "régulation monopoliste".

Cette révolution ne s'est pas faite en un jour. L'invention ou l'adoption des nouvelles normes de production, de consommation, de gestion du rapport salarial, a connu des succès divers, dans lequel le pays le plus avancé, les USA, a joué un rôle d'initiateur (7). La "diffusion inégale de l'accumulation intensive" (MISTRAL [1982]) a brillamment emporté l'Europe du Nord continentale, y compris, nous l'avons dit, la France et l'Italie, le Japon, l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande.

Intéressant est a contrario le problème de l'échec de la stratégie "sous-fordiste" de substitution d'importation dans certains pays dominés dont, précisément, les dictatures semi-fascistes d'Espagne et du Portugal. On a montré (LIPIETZ [1982A]) que ce n'est pas le "refus de l'industrialisation dans la périphérie" de la part du gendarme américain qui en fut la cause, mais principalement l'insuffisante transformation des rapports sociaux internes : l'importation des normes techniques du centre ne s'est pas accompagnée de l'adoption du rapport salarial correspondant, et les "élites" nationales constituaient un marché trop segmenté. Le "cercle vertueux de l'accumulation intensive" n'a pas pris, et l'écart de productivité s'est creusé d'avec le centre.

Toujours est-il que le rapport centre/périphérie ne pouvait qu'être bouleversé par l'invention du fordisme.

A partir de la transition au régime d'accumulation intensive et à la régulation monopoliste dans les espaces économiques centraux, le "thermostat" perd progressivement son importance comme "débouché", même s'il prend une importance croissante comme "source" (de pétrole, de main d'oeuvre...). En effet, dans un régime d'accumulation centré sur la consommation de masse, le capitalisme a provisoirement résolu sur une base interne la "question des débouchés". A la limite, les exportations manufacturées vers la périphérie ne servent plus qu'à payer (mal) les besoins de matières premières.

4°) L'éclosion du "fordisme périphérique" et la nouvelle division internationale du travail.

Pourtant, à partir des années 60, certains pays dominés (dont l'Espagne de l'Opus Dei) recommencent à prendre de l'importance dans le commerce mondial des biens manufacturés... mais cette fois "dans l'autre sens".

Car le régime d'accumulation fordiste venait maintenant buter sur "l'autre" grande contradiction du capitalisme : la tendance à la baisse de taux de profit (LIPIETZ [1982B]). La formidable mécanisation fordiste n'engendrait plus assez de gains de productivité. La composition organique s'élevait, et peser sur le taux d'exploitation au centre aurait rouvert le problème des débouchés que la régulation monopoliste du salaire avait résolu. Il fallait donc trouver d'autres sources de plus-value pour relever la rentabilité. On les trouva dans les fameux "NPI".

Le processus historique de diffusion-intégration des rapports capitalistes fut relancé dans les années 60 par une combinaison de deux facteurs.

Le premier facteur relève de la logique propre au fordisme et à sa crise alors latente. Celui-ci en effet autorisait pratiquement une segmentation du processus productif en trois "niveaux" :

- I - la conception, l'organisation des méthodes, et l'ingénierie devenus autonomes;
- II - la fabrication qualifiée requérant une main d'oeuvre adéquate,
- III - l'exécution et le montage déqualifiés ne requérant en principe aucune qualification.

La possibilité de disjoindre géographiquement ces trois niveaux ne pouvait manquer de croiser l'opportunité d'articuler le circuit productif des branches fordistes sur trois types de bassins de main d'oeuvre, principalement différenciés par la qualification et les conditions d'exploitation de la main d'oeuvre. Expérimentée d'abord à l'intérieur du centre (8), la délocalisation des tâches déqualifiées s'étendit dans les années 60 aux pays de la périphérie externe immédiate, où les salaires horaires étaient considérablement plus faibles et la classe ouvrière moins organisée : la Corée, le Mexique, en un sens l'Europe de l'Est et naturellement l'Europe du Sud.

Ainsi, à la "vieille" division horizontale du travail, entre secteurs (primaire, agricole et minier / secondaire manufacturier) s'en superposait une seconde, verticale, entre niveaux de qualification à l'intérieur même des branches industrielles. Et cette redistribution des tâches industrielles était une forme d'extension - réaménagement du régime d'accumulation lui-même, et non la forme d'un rapport entre celui-ci et son "extérieur".

Encore fallait-il que ces pays satisfassent une condition interne, et ce fut le second facteur : l'existence de régimes autoritaires dont les classes dirigeantes choisissaient de jouer cette carte de "substitution d'exportation". Ce "choix" supposait une autonomie très forte de l'Etat, non seulement vis-à-vis des classes sur-exploitées, mais même vis-à-vis des classes dirigeantes liées à l'exportation traditionnelle ou au marché intérieur : et ce fut encore le cas (plus ou moins) en Europe du Sud.

Nous montrerons plus loin quelques sérieuses différences dans la trajectoire de nos trois pays. Mais elles ressortiront mieux si nous distinguons d'abord deux schémas typiques.

a) La "taylorisation sanguinaire".

Il s'agit d'une délocalisation de segments précis et limités de "circuits de branche", dans des Etats à très fort taux d'exploitation (salaire, durée et intensité du travail), les produits étant réexportés principalement vers le centre. Les zones franches et, à l'origine, les "états-ateliers" de l'Asie (Singapour, Hong-Kong) sont la meilleure illustration de cette stratégie qui concerne essentiellement le Textile et l'Electronique. Il s'agit essentiellement d'activités taylorisées mais peu mécanisées. Le coût des importations de biens

d'équipement est donc très faible, et d'autre part, mobilisant essentiellement une main-d'oeuvre féminine, cette industrialisation incorpore tout le savoir-faire et la discipline acquis à travers l'exploitation domestique patriarcale. Elle est "sanguinaire" au sens où Marx parle de la "législation sanguinaire", à l'aube du capitalisme central. A l'oppression ancestrale des femmes elle ajoute toutes les armes modernes de la répression anti-ouvrière.

Du point de vue de la théorie de l'accumulation et de la régulation, on doit considérer les procès de production concernés comme des segments productifs délocalisés du régime d'accumulation central, dont les retombées sur la croissance de la demande sociale mondiale sont quasi-négligeables.

Un tel modèle est éminemment fragile. Les tensions sociales deviennent rapidement explosives. Les classes dominantes locales, contraintes de céder sur les salaires, doivent rapidement se tourner vers des formes plus sophistiquées de régulation économique-sociales. Elles accèdent ainsi à un régime d'accumulation plus riche, le "fordisme périphérique".

b) Le fordisme périphérique.

Que ce soit un héritage de la vieille politique de substitution d'importation, ou à la suite d'une phase d'exportation manufacturière fondée sur la "taylorisation sanguinaire", ou pour toute autre raison propre comme le tourisme et l'émigration, apparaît dans certains pays, dans les années 70, la conjoncture d'un capital local autonome, de classes moyennes urbaines relativement abondantes, et d'embryons significatifs d'une classe ouvrière expérimentée. Cette conjonction ouvre à certains Etats l'opportunité d'une nouvelle stratégie, que nous avons appelé "fordisme périphérique". Il faut insister une fois encore sur le caractère politique, lié à des luttes de classes internes conférant à l'Etat une réelle autonomie par rapport aux classes dominantes classiques, d'un tel choix, qu'illustrent, chacun à leur manière, la Corée, le Mexique, le Brésil, mais aussi l'Espagne de la fin du franquisme, la Pologne de Gierak, le Portugal de Caetano...

Pourquoi "fordisme périphérique" ?

- Il s'agit d'un authentique fordisme, fondé sur le couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés.
- Mais il reste périphérique en ce sens, tout d'abord, que, dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipements des ménages, et des exportations vers les pays plus riches de produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale mondiale), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes locales.

Il faut insister sur l'extrême variabilité des régimes d'accumulation qu'il est ici proposé de regrouper sous le terme de "fordisme périphérique". Le ratio des exportations (manufacturières) sur la demande intérieure varie ainsi de 4,1 % pour le Mexique à 25,4 % pour la Corée (en 1978) : dans chaque régime d'accumulation concret, le dosage "croissance de la demande finale interne/substitution d'importation/réexportation industrielle" n'est évidemment pas le même, ce qui reflète à son tour de grandes différences dans le mode de régulation, et surtout dans le rapport salarial, les formes de l'hégémonie des classes dominantes, etc...

Cependant il convient de ne parler de fordisme périphérique que lorsque la croissance du marché intérieur (pour les produits manufacturés) joue un rôle réel dans le régime d'accumulation national. A ce titre, il faut souligner que la Corée, que certains s'obstinent à qualifier de "pays atelier", relevant de la taylorisation sanguinaire sur des segments délocalisés d'industries de main d'oeuvre, a depuis belle lurette dépassé ce schéma, caractéristique effective- de sa croissance dans les années 62-72.

5°) Croissance et crise de l'industrialisation périphérique.

La crise mondiale est essentiellement une crise du fordisme central, due au ralentissement de gain de productivité qui accompagne le coût croissant de la mécanisation. Elle fut précipitée, à partir des années 70, par la crise monétaire et les chocs pétroliers. Mais, dans les années 70, le fordisme périphérique offrit un ballon d'oxygène au fordisme central : gisements de main d'oeuvre industrielle à bas coûts et à productivité croissante, débouché pour les biens d'équipements productifs du centre, et débouchés pour les "capitaux libres" que représentaient les excédents pétroliers.

Dans cette période, les NPI jouèrent un double rôle industriel mondial : ateliers industriels à faible contenu de savoir-faire pour la production en direction du Nord, et, de plus en plus, atelier de biens manufacturés à bas prix pour le reste du Sud: à la fois "Sud industriel" et "Nord au sein du Sud". Le financement de leurs investissements reposait beaucoup moins sur l'investissement direct venu des pays capitaliste développés que sur l'endettement international. Ils comptaient rembourser ces emprunts, d'une part grâce aux ressources "traditionnelles" (exportations primaires, émigration, tourisme), d'autre part grâce aux exportations que garantissait le maintien, certes très ralenti, de la croissance mondiale. A partir de 1980, la récession mondiale, due à l'adoption de politiques monétaristes et récessives au centre, devait étrangler ce régime d'accumulation, en tarissant en même temps les débouchés et les sources de refinancement (Lipietz [1982A]).

Mais ces facteurs exogènes de crise ne faisaient que redoubler les facteurs internes. La dictature, fondement des bas salaires et de la discipline ouvrière, avait engendré un nouveau prolétariat et de nouvelles couches moyennes, allumant des foyers d'insurrection du Brésil à la Corée du Sud. Dès 74-75, le "couvercle de la marmite" s'était levé pour nos trois pays méditerranéens : avec la démocratie et la fin de la répression policière, le fordisme périphérique se trouvait désarmé...

II - PORTUGAL, ESPAGNE, GRÈCE ; TROIS RÉGIMES DIFFÉRENTS.

Dans cette courte intervention, nous ne pourrions détailler la transformation du procès de production industriel dans nos trois pays (9), ni nous lancer dans une analyse concrète comparée de leurs formations économico-sociales. Tout au plus pourrions-nous commenter quelques chiffres(10). Rappelons cependant ce que le concept de "fordisme périphérique" doit à l'exemple de l'Espagne, puis du Portugal. C'est en Espagne en effet que Ford (toujours !) expérimenta un accord typique : la levée des barrières (héritées de la phase de substitution d'importations) à l'importation de machines et de pièces détachées pour ses chaînes de montage, en échange de la garantie de réexporter (vers l'Europe de Nord Ouest) une partie de sa production. Renault au Portugal, GM à Saragosse, devaient profiter du même type d'accord (LIPIETZ [1981]).

Voyons donc ce que disent les chiffres. La Banque Mondiale (qui classe les pays d'après le PNB par habitant) isole 19 "pays industrialisés à économie de marché" : le "Centre". L'Espagne y figure, avec l'Irlande (autre NPI !) à la dernière place. Puis le groupe des "pays à revenus intermédiaires, tranche supérieure", soit 21 pays, de la Corée du Sud (la plus pauvre) à Singapour et Trinité, avec tous les "NPI" classiques, mais aussi les pays à modèles différents (comme l'Algérie) ou en déclin (comme l'Argentine) (11). Dans cette classe, le Portugal et la Grèce sont au-dessus de la moyenne.

Un coup d'oeil sur le tableau I montre que nos trois pays furent bien des "NPI des années 60", avec une croissance (b), surtout industrielle (c), nettement supérieure à celle des "vieux" pays industriels, et même (sauf le Portugal) des "intermédiaires-supérieurs". Cependant, dans la décennie 70, ils se rapprochent (surtout l'Espagne) de la croissance lente du "centre". Ce changement de régime est encore plus net en ce qui concerne l'investissement (f) que la Production manufacturière, et celle-ci que la Production Intérieure Brute. Tout se passe comme si, dès les années 70, la Crise de fordisme y avait atteint une maturité précoce. D'ailleurs, leur caractère agricole a déjà considérablement décliné (d), et l'Espagne semble avoir atteint le niveau où le tertiaire se développe plus vite que le manufacturier (e).

Toutefois, un examen plus attentif permet de distinguer ces "NPI précoces" autrement que sur une échelle chronologique rostowienne un peu fruste. "take-off/stagnation", où l'Espagne serait partie la première et la Grèce la dernière.

TABLEAU I

LES TROIS, LES NPI, LES RICHES

	Portugal	Grèce	Espagne	Revenus intermédiaires Tranche supérieure	Pays indus. à économie de marché
a) PNB/habitant (\$1981)	2 520	4 420	5 640	2 490	11 120
b) Croissance P.I.B.					
60-70	6,2	6,6	7,1	6,4	5,1
70-81	4,4	4,4	3,2	5,6	3,0
c) Croissance secteur manufacturier					
60-70	8,9	10,2	8,0	7,8	5,9
70-81	4,5	5,5	3,7	6,3	3,1
d) Part de l'agri. dans la PIB					
1960	25	23		18	6
1981	12	17	7	10	3
e) Part du manufactu- rier dans la PIB					
1960	29	16		23	30
1981	35	20	29	24	25
f) Croissance invest. brut					
60-70	7,7	10,4	11,3	7,5	5,8
70-81	2,3	1,3	1,2	7,2	0,9
g) Export/PIB					
1960	17	9	10	18	12
1981	27	20	17	23	20
h) Structure des exports (%) (1960-1981)					
Primaire	45 → 28	90 → 53	78 → 28	84 → 55	34 → 28
Textile	18 → 27	1 → 17	7 → 5	4 → 10	7 → 5
Machines et mat. transp.	3 → 13	1 → 3	2 → 26	2 → 13	29 → 35
Autres manufacturés	34 → 32	8 → 27	13 → 41	10 → 22	30 → 32
i) Balance des tran- sactions courantes (M\$)	- 2 574	- 2 385	- 4 939		
j) Rapatriement fonds des travailleurs émigrés	2 896	1 177	521		
k) Service de la dette en pourcentage des exports	13,5	12,9	24,6(a)	15,4	

SOURCE : BANQUE MONDIALE [1983] (a) Source OCDE (dette totale, alors que la B.R. prend en compte la seule dette publiquement garantie).

Tout d'abord (a) ces pays sont inégalement riches (le Portugal loin derrière l'Espagne) et peuplés (en Espagne, comme en Corée du Sud, il y a plus de 38 millions d'habitants, contre 9,7 millions en Grèce et au Portugal). Dès l'origine, l'Espagne peut seule voir jouer à son marché intérieur un rôle important : de fait, elle est la moins exportatrice, moins que la moyenne du "centre" et des "intermédiaires" (g). Quant au Portugal, il est un producteur d'emblée et plus durablement "manufacturier" que les deux autres, l'Espagne le restant cependant davantage que la moyenne des pays industriels développés, et la Grèce restant plus agricole et moins manufacturière même que la moyenne des "intermédiaires" (e,f).

On aurait déjà tendance à rapprocher (relativement bien sûr) la Grèce de la "vieille spécialisation internationale du travail" (producteur et exportateur primaire dans son cas), le Portugal d'une forme de taylorisation sanguinaire (exportateur de biens industriels à bas prix avec faible marché intérieur), seule l'Espagne constituant un "fordisme périphérique" développé.

Un examen de la structure des exportations (h) renforce ces contrastes et n'infirmes pas ce diagnostic. Dès l'origine des années 60, le Portugal n'est plus majoritairement (et déjà moins que ne le sera le bloc des "intermédiaires") un exportateur de biens primaires (à l'époque il est d'ailleurs lui-même une puissance coloniale). En revanche, la Grèce l'est autant que les "intermédiaires" (à l'époque : des "Pays sous-développés") et le restera. Dès l'origine, le Portugal est un grand exportateur textile et l'est de plus en plus, alors que la Grèce le devient, bien plus que la moyenne des intermédiaires (12). Cependant le Portugal devient aussi un exportateur de machines (comme la moyenne des NPI), mais pas du tout la Grèce... alors que l'Espagne est deux fois plus spécialisée dans l'exportation de machines que la moyenne des NPI, presque autant que les "industrialisés" des années 60. Quant aux autres exportations de produits manufacturés (biens intermédiaires, etc...), le Portugal et surtout l'Espagne y sont autant et plus spécialisés que les industrialisés, bien plus que la moyenne des "intermédiaires".

./.

TABLEAU II

STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS
(1960 → 1981)

	Portugal	Grèce	Espagne
<u>Ensemble des marchandises</u>			
Pays Industriels à économie de marché	56 → 77	65 → 56	80 → 56
Pays de l'Est	2 → 2	21 → 8	2 → 4
Exportateurs de Pétrole à revenus élevés	0 → 1	1 → 13	0 → 5
Pays en développement	42 → 20	13 → 23	18 → 35
<u>Biens Manufacturés</u>			
Pays Industriels à économie de marché	56 → 81	52 → 56	57 → 57
Pays de l'Est	0 → 1	6 → 5	1 → 2
Exportateurs de Pétrole à revenus élevés	0 → 1	3 → 13	0 → 5
Pays en développement	44 → 17	39 → 26	42 → 36

SOURCE : BANQUE MONDIALE

En ce qui concerne la structure géographique des exportations, notamment manufacturière (13), on constate également des évolutions divergentes. Le Portugal cesse d'être une colonie pour les anglo-saxons et un métropole pour l'Afrique, elle devient essentiellement une zone de fabrication au service du Marché Commun (France et RFA surtout). Au contraire, mis à part une percée vers la France, l'Espagne accroît ces exportations surtout vers le Sud, évolution typique du fordisme périphérique développé (on remarque toutefois que cette évolution n'est pas évidente dans les exportations manufacturées). Enfin, les exportations grecques présentent une certaine stabilité, troublée seulement par un petit redéploiement des USA et pays de l'Est vers le Moyen-Orient pétrolier, comme si l'insertion de la Grèce dans la division internationale de travail s'était relativement peu modifiée, seul changeant l'identité de ses clients.

Dernier indicateur des divergences dans le régime d'accumulation (toujours pour s'en tenir à l'aspect "insertion internationale") : la mesure de la croissance en "valeur internationale". La croissance interne en volume doit en effet être rectifiée par l'évolution de la "disparité des pouvoirs d'achat" : au taux de change courants, une même quantité de monnaie n'achète pas la même quantité de marchandises dans les différents pays (moyennant un indice de pondération compliqué à établir) (14). Schématiquement, plus un pays est "élevé" dans la division internationale du travail, plus ses produits sont "chers" ; inversement la croissance du volume de la production dans un pays qui "brade" peut se trouver contrariée par la baisse du taux de change réel. Le tableau III montre qu'avec la crise, la croissance interne en volume de nos trois pays s'est ralentie en conservant l'ordre Grèce > Portugal > Espagne. Mais la production espagnole s'est de plus en plus revalorisée sur le marché mondial, tandis que la production grecque qui se dévalorisait a cessé de le faire. En revanche, le Portugal, dont la production

TABLEAU III

CONDITIONS DE LA CROISSANCE DE 1963 À 1980

(Écarts vis-à-vis de l'OCDE) (Taux annuels moyens)

	TAUX DE CHANGE RÉEL		CROISSANCE INTERIEURE (VOLUME)		CROISSANCE EN VALEUR INTERNATIONALE	
	1963-73	1973-80	1963-73	1963-80	1963-73	1973-80
ESPAGNE	+1.19	+3.50	+1.33	-0.48	+2.53	+3.01
PORTUGAL	+0.61	-3.13	+1.81	+0.45	+2.43	-2.67
GRÈCE	-0.72	+0.16	+2.52	+1.19	+1.81	+1.35

Source : FREIRE DE SOUZA [1983]

se valorisait avant la Crise, a commencé à se dévaloriser rapidement. Tout se passe comme si l'Espagne accédait au rang des pays "bénéficiant des termes de l'échange", donc s'enrichissant malgré leur stagnation, tandis que le Portugal passait dans le rang des pays "travaillant à perte", la croissance du volume de sa production correspondant à un appauvrissement en valeur internationale.

./.

L'analyse des conditions internes de ces divergences d'insertion est trop complexe pour être abordée ici (15). Nous nous en tiendrons aux deux déterminants de base du régime d'accumulation que sont les évolutions du salaire réel d'une part, de la productivité de l'autre (Tableau IV). Nos trois pays expérimentent certes des gains de productivité "super-fordistes" dans les années 60, avec un net ralentissement après la crise. Mais, alors que le

TABLEAU IV

LE PARTAGE DE LA PLUS VALUE RELATIVE

	PRODUCTIVITÉ		SALAIRE RÉEL	
	1963-1973	1973-1980	1963-1973	1973-1980
ESPAGNE	5.46	4.14	6.38	4.40
PORTUGAL	6.81	3.05	4.99	1.20
GRÈCE	7.51	3.42	6.98	5.06

(taux de croissance annuelle moyen)

SOURCE : FREIRE DE SOUZA [1983]

salaire réel croît toujours plus vite que la productivité en Espagne (indice du développement d'une "société de consommation" au détriment des secteurs archaïques), le Portugal marque toujours un écart se creusant de 1,8 % par an (16) en faveur du capital, qui privilégie ainsi avant comme après la crise les conditions de la compétitivité externe par les bas coûts salariaux sur celle de la croissance du marché intérieur. En Grèce enfin, la crise et la démocratisation semblent s'accompagner d'un basculement en faveur des salaires (17).

En tout cas, nos trois pays, comme tous les NPI, sont des pays déficitaires (Tableau I, i). L'industrialisation périphérique suppose toujours des sources de financement dans la "vieuse" division internationale du travail et dans le crédit international. De fait, les transferts de fonds rapatriés par les travailleurs émigrés et le tourisme couvrent, sur 1967-1980, 96 % du solde commercial pour le Portugal, 87 % pour l'Espagne, 52 % pour la Grèce, avec de fortes différences : essentiellement l'émigration au Portugal

./.

et le tourisme en Espagne. Reste cependant un solde à régler. Comme dans tous les NPI, il l'est essentiellement par l'emprunt dans nos trois pays. Seule l'Espagne recevra sur cette période un flux significatif d'investissements privés étrangers (5 700 millions de DTS, contre 800 au Portugal et 500 en Grèce), ce flux restant cependant inférieur à 5 % de la masse de ses investissements bruts intérieurs (Freire de Souza [1983]).

Résultat : dans le sinistre classement (18) des pays d'après le service de la dette, l'Espagne (5,7 milliards en 1982) vient au 4^e rang derrière le Brésil (18,5 milliards), le Mexique, le Vénézuéla. Elle est également fort mal placée pour le ratio de la charge de cette dette sur les exportations (Brésil : 32 %, Mexique : 28 %, Chili : 27 %). Certes, la Grèce et le Portugal sont, de ce point de vue, dans la moyenne des "intermédiaires" (Tableau I, k). Mais, comme eux, ils sont menacés d'étranglement économique, et de mise en tutelle sous le FMI de leurs jeunes démocraties...

CONCLUSION

La "crise des dictatures" du milieu des années 70 dans les trois pays méditerranéens semble pouvoir s'éclairer comme une conséquence précoce de l'industrialisation de ces "NPI des années 60". Malheureusement, coïncidant avec la crise générale du fordisme, la démocratisation devait elle-même précipiter la crise de leur "fordisme périphérique" en leur ôtant les avantages dont bénéficiaient les pays asiatiques en matière d'exploitation de la force de travail.

Cependant, d'importantes différences demeurent en ce qui concerne l'insertion de ces trois pays dans le système économique mondial : la Grèce s'étant le moins détachée du modèle agro-exportateur, le Portugal ayant joué le plus profondément la carte de l'exportation industrielle fondée sur les bas salaires, l'Espagne ayant le plus développé son marché intérieur. Il revient aux économistes, aux sociologues, aux politologues, de ces différents pays d'analyser le "pourquoi" de ces différences, le bilan rétrospectif qu'elles appellent sur leurs dictatures, les risques différenciés qu'elles font peser sur trois jeunes (sociales) démocraties.

--:--:--

NOTES

- 1) En fait, Poulantzas restait très vague sur la nature des rapports entre la "bourgeoisie intérieure" et l'impérialisme, par suite d'une analyse incorrecte du procès "d'industrialisation dépendante" qu'il assimilait à l'implantation des firmes multinationales industrielles.
- 2) Voir BRAUDEL [1980] et WALLERSTEIN [1974].
- 3) La France, le Japon et l'Italie avaient sur les futurs NPI l'avantage d'être de vieilles puissances industrielles (les deux premières ayant quand même rivalisé avec l'Allemagne et les USA pour la succession de l'Angleterre à l'hégémonie mondiale !). En outre, leurs élites ayant perdu la guerre, elles se retrouvaient sous la direction de technocrates "développementistes" eux-mêmes sous la tutelle des USA.
- 4) Sur le fordisme : AGLIETTA [1976], CORIAT [1979], LIPIETZ [1979]. Sur sa dimension spatiale : LIPIETZ [1977], CEPREMAP [1980]. En Italie, voir le "Filon opérateur".
- 5) Sur la prudence nécessaire dans la conceptualisation du réel et les risques de fonctionnalisme ou de systémisme particuliers à ce domaine, voir LIPIETZ [1983A].
- 6) On appelle régime d'accumulation un mode de réallocation systématique du surplus garantissant sur une période prolongée une certaine adéquation entre les transformations des conditions de la production et les transformations des conditions de la consommation. Un tel régime d'accumulation se résume par la donnée d'un schéma de reproduction décrivant de période en période l'allocation du travail social et la répartition des produits entre les différentes sections de la production. Un régime d'accumulation ne plane pas, désincarné, dans le monde éthéré des schémas de reproduction. Pour que tel ou tel schéma se réalise et se reproduise durablement, il faut que des formes institutionnelles, des procédures, des habitudes, agissant comme forces coercitives ou incitatives, conduisent les agents privés à se conformer à de tels schémas. Cet ensemble de formes est appelé mode de régulation.

- 7) Sur les mutations culturelles qu'implique l'option fordiste et les moyens mis en oeuvre par les USA pour y encourager, voir l'exemple français chez BOLTANSKI [1982].
- 8) Cette disjonction/déploiement a été présentée dans LIPIETZ [1977] pour l'espace français (voir la 2^e édition qui resitue le livre dans l'approche "fordiste" et fournit de nouveaux matériaux empiriques).
- 9) Voir par exemple l'évolution de la mécanique lourde au Portugal : PATRIARCA [1982].
- 10) Ces chiffres sont tirés du rapport de la Banque Mondiale [1983] et des remarquables travaux de FREIRE DE SOUZA [1983] à partir de la source CHELEM du C.E.P.I.I.
- 11) Ce qui ne permet pas d'identifier cette classe aux "vrais NPI", et fausse quelque peu la comparaison. Exemple : ligne e, la "part du manufacturier dans la PIB" stagne, parce qu'elle chute en Yougoslavie et en Argentine alors qu'elle croît dans les NPI.
- 12) Le pourcentage de "Textile et vêtements" dans les exportations de la Grèce (17 %) n'est dépassé, outre le Portugal (27), que par le Bangladesh (49), le Pakistan (37), l'Inde (22) d'une part (mais ces pays sont eux-mêmes faiblement exportateurs), la Tunisie (18), la Corée (29) et Hong Kong (17) de l'autre (ces trois pays exportent plus de 39 % de leur P.I.B.).
- 13) Voir Tableau II. Freire de Souza [1983] donne pour les exportations globales un tableau plus raffiné des destinataires, utilisé dans le commentaire.
- 14) De la même façon elle n'achète pas la même chose à des dates diverses. La "valeur internationale" est aux disparités spatiales ce que le "volume" est aux évolutions diachroniques. Mais la "théorie des indices" en est bien plus complexe. Voir "Comparaison en valeurs réelles des agrégats du SEC 1975", Eurostat, 1977, Luxembourg.
- 15) Dans le cas du Portugal, la perte de l'empire colonial doit être en outre prise en considération.
- 16) Cette constance sur les deux sous-périodes masque évidemment le bond en avant du salaire réel qui suivit le 25 Avril 1974... et la "restauration" qui suivit le 25 Novembre 1975.

- 17) Le coût salarial grec par unité produite progresse lui aussi par à-coups politiques (+ 13 % en "monnaie internationale" en 1974, + 11 % en 1982), rectifiés l'année suivante par une dévaluation. Voir Economie Européenne n°15, Mars 1983, Luxembourg.
- 18) Observateur de l'OCDE, Janvier 1983.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. [1976], Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris.
- BRAUDEL F. [1949], La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Flammarion, Paris.
- BRAUDEL F. [1980], Civilisation matérielle, économie et capitalisme, A. Colin, Paris.
- C.E.P.R.E.M.A.P. [1980], Redéploiement industriel et espace économique, rapport à la DATAR de Lafont J., Leborgne D., Lipietz A., publié dans Travaux et recherches de Prospective, n°85, La Documentation Française.
- CORIAT B. [1979], L'atelier et le chronomètre, Paris, Bourgois.
- FREIRE DE SOUZA F. [1983], L'économie portugaise : jalons pour une étude structurelle, Thèse en cours de rédaction, mimeo CEPII.
- GRANOU A., BARON Y., BILLAUDOT B. [1979], Croissance et crise, Maspero, Paris.
- LIPIETZ A. [1977], Le capital et son espace, Paris, F. Maspéro, édition augmentée 1983.
- LIPIETZ A. [1979], Crise et inflation : pourquoi ? Paris, Maspero.
- LIPIETZ A. [1981], Vers une mondialisation du fordisme ?, intervention au Symposium International de Sfax (Avril 1981). Trad. anglaise : New Left Review n°132, 1982.
- LIPIETZ A. [1982A], "La crise du fordisme périphérique", intervention au Colloque de Modène (Novembre 1982) Problèmes de la reprise internationale et N.O.E.I.. Mimeo CEPREMAP 8225. A paraître dans Espaces et Sociétés.
- LIPIETZ A. [1982B], "Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit", Revue Economique n°2, Mars.
- LIPIETZ A. [1983], "Les transformations dans la D.I.T. : considérations méthodologiques", intervention au colloque d'Ottawa Le Canada dans la nouvelle division internationale du travail, à paraître dans Les Temps Modernes.
- MISTRAL J. [1982], "La diffusion internationale inégale de l'accumulation intensive et sa crise", J.L. Reiffers ed., Economie et finance internationale, Dunod, Paris.
- PATRIARCA F. [1982], "Taylor no purgatorio. O trabalho operário na metalomecânica pesada", Análise Social, n°2, Lisboa.
- POULANTZAS N. [1975], La crise des dictatures, F. Maspero, Paris.
- WALLERSTEIN I. [1974], The modern world system, Academic Press, New York and London.